

CONVENTION POUR L'ORGANISATION D'UNE RÉSIDENCE DE MÉDIATION DANS LE CADRE DU PROGRAMME PÉDAGOGIQUE « HABITER LE MARAIS » 2025/2026 ET DU CONTRAT D'ÉDUCATION ARTISTIQUE ET CULTURELLE - GRAND SITE MARAIS DE BROUAGE - ENTENTE INTERCOMMUNAUTAIRE

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

Raison sociale	LA MAISON MÈRE - ART VIVANT		
Adresse	6 lieu-dit « La Fragnée »		
Code Postal	17 150	Ville	CONSAC
Téléphone	06 58 83 99 58	Courriel	arnaud.raboutet@gmail.com
Siret	923 053 920 000 16	N° de licences	PLATESV-D-2023-003775
Code APE	9001z	d'entrepreneur du spectacle	

Représentée par son responsable légal, Jérôme LAIR

Ci-après dénommé « L'ARTISTE »

D'une part

ET

Raison sociale	Communauté de Communes du Bassin de Marennes		
Adresse	24 Rue Dubois Meynardie, CS 50028		
Code Postal	17320	Ville	MARENNES-HIERS-BROUAGE
Siret	241 700 699 00010	Code APE	8411Z - Administration publique (tutelle) des activités économiques

Représentée par son Président Monsieur Patrice BROUHARD

Raison sociale	Communauté d'Agglomération de Rochefort Océan		
Adresse	Parc Des Fourriers - 3 Rue Maurice Chupin – BP 50224		
Code Postal	17304	Ville	ROCHEFORT
Téléphone	06 07 47 20 06	Courriel	m.alvarez@agglo-rochefortocéan.fr
Siret	200 041 762 00010	Code APE	8411Z - Administration publique (tutelle) des activités économiques

Représentée par son Président Monsieur Hervé BLANCHÉ

Regroupées en Entente Intercommunautaire et ci-après dénommée « L'ORGANISATEUR »

D'autre part

PRÉAMBULE

Projet Grand Site de France 'Marais de Brouage' et « Habiter le marais »

Depuis janvier 2016, la Communauté de communes du Bassin de Marennes (CCBM) et la Communauté d'Agglomération Rochefort-Océan (CARO) sont engagées conjointement, dans le cadre d'une entente intercommunautaire, dans un projet ambitieux de gestion et de mise en valeur durable du marais de Brouage qui se traduit aujourd'hui dans le cadre d'une démarche Grand Site de France.

Au sein des axes de travail identifiés, les deux intercommunalités ont initié un volet pédagogique à travers un projet intitulé « Habiter le marais ». L'ambition globale de ce volet est de permettre aux élèves du territoire de s'approprier ce marais, de comprendre ses spécificités, les usages, les acteurs, les enjeux et quelques principes du développement durable. Des actions d'éducation artistique et culturelle co-conduites avec des associations environnementalistes sont ainsi proposées à l'ensemble des écoles situées dans ou à proximité du marais de Brouage.

Considérant d'une part la volonté de la CARO et de la CCBM par leur engagement dans le Contrat de Territoire d'Éducation Artistique et Culturelle (CTEAC) de développer une politique culturelle ouverte à tous et particulièrement axée sur la médiation entre les artistes, les œuvres et les publics.

Considérant en outre, dans ce contexte de partenariat renforcé et de volonté partagée de développer la connaissance du marais et permettre l'accès à la culture, la volonté de la CARO et la CCBM d'inscrire dans leur CTEAC respectif une action commune venant compléter par une approche artistique l'initiation naturaliste proposée aux élèves du marais de Brouage dans le cadre du projet pédagogique « Habiter le marais » et le Projet Grand Site de France 'Marais de Brouage'. Des ateliers de pratique artistique interrogeant l'imaginaire et la relation au vivant dans les paysages de marais seront ainsi proposés aux écoles engagées dans « Habiter le marais ».

Considérant d'autre part, la proposition de la Compagnie LA MAISON MÈRE - ART VIVANT, tournée vers la création vidéo située et partagée et l'audiovisuel, proposant l'intervention de l'artiste Arnaud Raboutet, metteur en scène, interprète et urbaniste.

Basée sur une approche artistique : « PAYSAGE VIVANT » (programme de films courts, inspirés par des lieux et les personnes qui les habitent), pour mettre en valeur, comprendre et dramatiser les enjeux liés à un milieu spécifique du marais de Brouage afin de :

- Réaliser un court film de fiction, imaginé et interprété par les participants
- Contribuer, de façon originale, à la compréhension et à l'appropriation commune des milieux qui constituent le marais de Brouage en dramatisant les enjeux liés au marais de Brouage
- Tisser des liens entre la connaissance des milieux, l'imaginaire des participants et la forme cinématographique
- Rechercher ensemble des moyens originaux de mise en scène et de narration par l'image, pour enrichir et diversifier les imaginaires.

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les modalités et conditions de l'accueil en résidence de médiation de la Compagnie LA MAISON MÈRE - ART VIVANT organisée par la Communauté d'Agglomération Rochefort Océan et La Communauté de Communes du Bassin Marennes Oléron dans le cadre de l'Entente communautaire du marais de Brouage.

Par « résidence de médiation », on vise la période au cours de laquelle L'ARTISTE développe un ensemble d'activités sous forme d'ateliers et de rencontres.

La présente convention définit les relations et les engagements réciproques de la CARO, de la CCBM et de la Compagnie LA MAISON MÈRE - ART VIVANT dans le cadre de la mise en place d'actions de médiation qui se déploient autour du marais de Brouage, en direction des différents publics concernés sur le territoire.

Ce projet prend place à la fois dans le cadre du Projet Grand Site de France 'Marais de Brouage' porté par l'Entente communautaire et dans le cadre des Contrats de Territoire d'Éducation Artistique et Culturelle respectifs, conclus entre la CARO et l'État et la CCBM et l'État et qui s'articulent autour de 3 axes principaux : la rencontre, la connaissance et la pratique.

Dans ce cadre et en cohérence avec ces objectifs, la Compagnie LA MAISON MÈRE - ART VIVANT, a été sélectionnée par L'ORGANISATEUR pour mener des actions de médiation (sensibilisation, découverte, initiation, rencontres, échanges, pratiques d'une ou plusieurs esthétiques artistiques et culturelles) ... autour de ses domaines de compétences artistiques, en direction des enfants de six classes des communes concernées par le marais de Brouage (les classes seront déterminées au 1^{er} trimestre de l'année scolaire).

L'ARTISTE propose de tisser des liens entre la connaissance de ces milieux, l'imaginaire des participants et la forme cinématographique. Par exemple, la forme d'un paysage raconte son histoire et celle-ci peut inspirer. De même, une espèce habite là d'une certaine façon, se structurant au contact d'autres organismes via un réseau complexe d'interactions. Il s'agit de déceler tous les contes ou paraboles qui s'y cachent au-delà du simple panorama, réduit trop souvent à l'image que l'on se fait d'un paysage. Ces éléments constituent la base d'un scénario. Ils fourmillent de pistes pour créer une ambiance et transmettre des émotions.

ARTICLE 2 – DURÉE ET CALENDRIER

La période de résidence est tout au long de l'année scolaire.

La résidence de médiation totalise un quota de 110 heures se déclinant comme suit :

- 15 heures de face à face pédagogique / par classe engagée dans le projet
Soit 90 heures de médiation (6 classes x 15h)
- 20 heures maximum de préparation

L'organisation et le projet définitif seront définis en accord entre les enseignant.es, l'ARTISTE et les structures d'Éducation à l'Environnement et au Développement Durable, selon les attentes ou possibilités de chacun.e.

L'ARTISTE propose le planning prévisionnel suivant :

- 1^{ère} rencontre et repérages : entre le 15 sept. et le 19 déc. 2025
- Ateliers - séances 1 (présentations et premiers questionnements), 2 (exploration du milieu) et 3 (écriture du film) : entre le 5 jan. et le 3 avril 2026
- Ateliers - séances 4 et 5 (tournage) et 6 (enregistrement de sons et/ou initiation au montage) : entre le 20 avril et le 19 juin 2026
- Valorisation collective : juin 2026

Après la finalisation du montage par l'ARTISTE, une projection des six films sera organisée. Celle-ci sera ouverte le plus largement possible, aux élèves, aux familles, aux partenaires, etc. Ce moment convivial sera l'occasion de revenir sur la façon dont le marais les a inspirés et sur les enjeux propres à la création cinématographique.

ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DE L'ARTISTE, CONTENU DE LA PRESTATION

Durant la résidence prévue aux dates mentionnées dans le planning, L'ARTISTE s'engage à :

- S'impliquer dans un projet de médiation propre à chacune des 6 classes qui seront déterminées au 1er trimestre de l'année scolaire en ayant pour objectifs de :
 - Développer un projet d'actions pédagogiques et éducatives autour d'une approche artistique : la création vidéo située et partagée
 - Favoriser la rencontre entre ces publics et ses créations
 - Sensibiliser ces publics à un art, une culture, un univers artistique
 - Permettre aux publics de faire des expériences liées aux domaines artistiques et culturels ciblés
 - Apporter une meilleure compréhension de son œuvre et du processus de création
 - Développer des relations entre différentes entités (structures / éducateurs à l'environnement / publics / territoires)
- Assumer l'entière préparation et la responsabilité artistique des actions de médiation telles que décrites à l'article 1
- Organiser une projection des films devant le public commun aux 6 classes
- Informer L'ORGANISATEUR de toute souscription à un organisme de perception (Maison des Auteurs, Maison des artistes, SACEM, SACD, ADAGP, AGESSA...)
- Fournir une assurance en responsabilité civile pour toute la durée de la résidence
- Assurer en qualité d'employeur les rémunérations (charges sociales et fiscales de son personnel attaché aux actions de médiation)

En aucun cas l'ARTISTE ne peut se faire remplacer pendant la résidence, sauf accord préalable écrit de L'ORGANISATEUR. Par ailleurs, L'ARTISTE s'engage à assurer une présence effective sur les lieux de la résidence selon le planning joint en annexe.

Toute modification de date ou de durée doit faire l'objet d'une concertation entre L'ARTISTE et L'ORGANISATEUR et fera l'objet d'un avenant au présent contrat.

ARTICLE 4 : MOYENS MIS EN ŒUVRE PAR L'ORGANISATEUR

L'ORGANISATEUR s'engage à :

- Désigner les interlocuteurs référents du projet :
 - **Zachary GAUDIN, association IODDE - CPIE Marennnes-Oléron** → co-construction avec les enseignants et d'Éducation à l'Environnement et au Développement Durable, principal interlocuteur en phase de mise en œuvre - zachary.gaudin@iodde.org - 05 46 47 61 85
 - **Marion ALVAREZ, cheffe de projet Grand Site Marais de Brouage**, entente intercommunautaire CARO/CCBM → coordination globale, convention, facturation - m.alvarez@agglo-rochefortocéan.fr - 06 07 47 20 06
 - *Antoine LAMBLIN, chargé de la culture à la Communauté de Communes du Bassin de Marennnes - culture.cooperation@bassin-de-marennnes.com - 06 27 46 90 79*
 - *Ophélie MALAIS, chargée de mission action culturelle à la Communauté d'Agglomération de Rochefort Océan - o.malais@agglo-rochefortocéan.fr - 06.75.40.80.90*
- Mettre l'artiste en relation avec les publics définis dans le cadre du projet
- S'assurer que l'artiste a à disposition tout le petit matériel pédagogique nécessaire le cas échéant à la réalisation des projets.
- Valoriser la résidence de l'artiste et son travail au moyen de supports de communication papier, numériques, audios, vidéos et photographiques, en accord avec ce dernier.

- Accompagner l'artiste pour l'organisation d'une projection des films devant le public commun aux 6 classes.

ARTICLE 5 : MODALITÉS FINANCIÈRES

5.1. Prestations prises en charge

Le prix global et forfaitaire des prestations s'élèvera à **7 370 € TTC** :

○ Actions de médiation (90h x 67 €)	6 030 €
○ Préparation (20h x 67 €)	1 340 €

5.2. Frais complémentaires pris en charge

Une prise en charge de frais complémentaires s'ajoute au montant des prestations, à **hauteur de 1600 €**, et couvre :

- les frais de restauration ;
- les frais de déplacements domicile-lieux d'hébergement et résidence-écoles ;
- les coûts d'hébergement éventuels : s'ils sont nécessaires, ils seront en règle générale pris en charge directement par l'ORGANISATEUR. Par exception, si les circonstances le justifient et que les parties en conviennent, l'ARTISTE pourra se faire rembourser des frais d'hébergement auprès de l'ORGANISATEUR, dans la limite de l'enveloppe globale des 1600 €.

5.3. Calendrier, délais de paiement et modalités de facturation

Le règlement des prestations et des frais complémentaires sera effectué sur présentation de trois factures par mandat administratif :

- un premier acompte de 2000 € sera versé par la CARO à la signature du contrat,
- un deuxième acompte de 3000 € sera versé par la CARO en février 2026,
- et le solde (calculé en fonction des frais complémentaires restants) sera versé à l'issue des actions programmées.

La CARO versera donc l'ensemble des frais relatifs au projet à l'ARTISTE et la CCBM remboursera pour moitié la somme globale du projet déduction faite des subventions, en vertu de la convention d'entente intercommunautaire du 28 mai 2019.

Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la réception de la facture sur CHORUS Pro : <http://chorus-pro.gouv.fr> (SIRET CARO : 20004176200010 – CODE SERVICE : 25 – GRANDS PROJETS)

Elles feront aussi l'objet d'un envoi par mél en copie à l'ORGANISATEUR (m.alvarez@agglo-rochefortoccean.fr)

En cas de retard de paiement, le taux des intérêts moratoires correspond au taux directeur semestriel (taux de refinancement ou Refi) de la Banque centrale européenne (BCE), en vigueur au 1er jour du semestre au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage. La formule de calcul est la suivante : montant TTC dû x (nombre de jours de retard / 365) x taux des intérêts moratoires applicable. A ces intérêts s'ajoute une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 €.

La prise en charge de toute dépense non prévue dans la présente convention doit faire l'objet d'un avenant.

ARTICLE 6 : DROITS D'AUTEUR

La nature des œuvres créées par L'ARTISTE rend incontestable leur protection en tant qu'œuvres de l'esprit au sens de l'article L.112-2 du Code de la propriété intellectuelle.

Les œuvres éventuellement créées dans le cadre de la résidence sont la propriété de L'ARTISTE. Toute vente, tout prêt, toute donation, toute exposition d'une œuvre doit faire l'objet d'un contrat distinct. L'ARTISTE est également propriétaire de tous les droits d'auteur attachés à ses œuvres. Les éventuelles exploitations (présentation ou représentation publique, reproduction, adaptation) des œuvres de L'ARTISTE doivent faire l'objet d'une autorisation concrétisée par un contrat distinct de cession de droits d'auteur. Néanmoins, les droits des œuvres réalisées collectivement ou individuellement pendant les temps de médiation et sous la direction artistique de l'artiste, ne pourront être revendiqués comme étant propriété morale ou patrimoniale de l'artiste.

L'ARTISTE cède son droit à l'image pour la promotion et la communication des actions de médiation durant la période de résidence.

ARTICLE 7 : COMMUNICATION

L'ORGANISATEUR s'engage à faire une communication précise des actions envisagées afin de mettre au courant les personnes susceptibles d'être intéressées (presse, partenaires...) par le programme de ces actions culturelles. A cette fin l'ARTISTE autorise l'utilisation de son image (Cf. article 6).

L'ORGANISATEUR s'engage à faire mention sur tout support numérique (internet et réseaux sociaux) ou tout document de communication que les productions des publics qui y figurent sont protégées par le droit d'auteur et qu'il est strictement interdit de les reproduire. Toutefois, L'ORGANISATEUR ne pourrait être tenu responsable du piratage éventuel des œuvres qui sont reproduites sur les supports de communication.

L'ARTISTE fournira des éléments de communication (visuels, éléments graphiques) à L'ORGANISATEUR.

ARTICLE 8 : ASSURANCES

L'ORGANISATEUR déclare, avoir assuré son matériel et son personnel.

L'ARTISTE fournira au plus tard à son arrivée en résidence une attestation d'assurance au titre de sa responsabilité civile. L'ARTISTE est responsable de ses effets personnels. Il souscrit à une assurance dommage aux biens pour le matériel mis à disposition.

ARTICLE 9 : ANNULATION / REPORT

Les parties conviennent des dispositions suivantes en cas d'annulation des actions de médiation. Quel que soit le motif de l'impossibilité d'assurer les actions de médiation, c'est à dire que l'annulation survienne pour cause de maladie parmi les membres de l'équipe artistique ou de la structure d'accueil, ou bien du fait d'une décision préfectorale de fermeture ou d'un décret gouvernemental ; L'ORGANISATEUR et L'ARTISTE étudieront ensemble la possibilité de reporter les actions programmées.

Si cette solution n'est pas envisageable un accord amiable sera recherché qui tendra à préserver la solidarité professionnelle d'une part et les équilibres budgétaires de L'ARTISTE et de L'ORGANISATEUR d'autre part. Toutefois, chacune des parties pourra mettre fin à la présente convention pour manquement à l'une des obligations mentionnées dans la présente convention. Dans tous les cas, un préavis de 7 jours devra être respecté.

ARTICLE 10 : MODIFICATIONS

Toute modification des dispositions d'une des clauses de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant signé par les parties.

ARTICLE 11 : LITIGE

En cas de litige, les parties s'engagent à rechercher une solution amiable. Si aucune solution amiable n'est trouvée et si le litige persiste, les parties saisiront le tribunal administratif de Poitiers.

PAGE DE SIGNATURE DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
ROCHEFORT OCÉAN

Fait à Rochefort, le

Pour la Communauté d'Agglomération Rochefort Océan,

Le Président, Hervé BLANCHÉ

PAGE DE SIGNATURE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU BASSIN DE MARENNES

Fait à Marennes, le

Pour la Communauté De Communes Du Bassin De Marennes,

Le Président, Patrice BROUHARD

PAGE DE SIGNATURE DE LA MAISON MÈRE - ART VIVANT

Fait à Consac, le

Pour la MAISON MÈRE - ART VIVANT

Le responsable légal, Jérôme LAIR